

# Avril 2017- Mars 2018

Chantiers de la justice et sa loi de programmation

*La Conférence des  
bâtonniers à la manœuvre*

# *Un sujet anticipé*

*sur lequel la Conférence travaille depuis 1 an...*

*avril 2017*

# La Conférence identifie un risque



## La Conférence

- Identifie un risque pour la Justice dans les territoires
- Se saisit du sujet
- Met en place une équipe dédiée

mai 2017

# Rédaction d'un manifeste pour le maintien d'une justice de proximité



## Justice et territoires

Manifeste de la conférence des Bâtonniers



Conférence  
des  
Bâtonniers

Conférence des Bâtonniers  
12 Place Dauphine  
75001 PARIS

Tél : +33 (0)1 44 41 99 10 | Fax : +33 (0)1 43 25 12 69  
Email : [conference@conference-des-batonniers.com](mailto:conference@conference-des-batonniers.com)  
[www.conference-des-batonniers.com](http://www.conference-des-batonniers.com)



## Touche pas à ma carte !

Citoyen, Juge et Avocat conjuguent donc des aspirations et des attentes qui se croisent.

Si l'on prend la peine de les consulter et l'on veut bien analyser avec eux la réalité de leur quotidien, l'on prendra conscience que la Justice de proximité, au même titre que l'école, ou la mairie, est un interlocuteur local indispensable.

Quelle logique y aurait-il à créer des distances pour ensuite les surmonter ?

L'espace français est inversement proportionnel à son rayonnement mondial. Le modèle français, si envié par de nombreux pays, repose sur un dialogue singulier entre le citoyen et sa République.

Le maintien d'une justice de proximité est, à ce titre, indispensable à la vitalité des territoires, qui souffrent injustement d'une inutile commiseration : il est du rôle de l'Etat de leur permettre de vivre et de faire connaître leurs richesses humaines, sociales et économiques.

Rien ne pourra se faire en tout cas en ce domaine sans que les acteurs de la Justice soient associés, enfin, à la même construction du grand dessein qu'elle mérite.

mai 2017

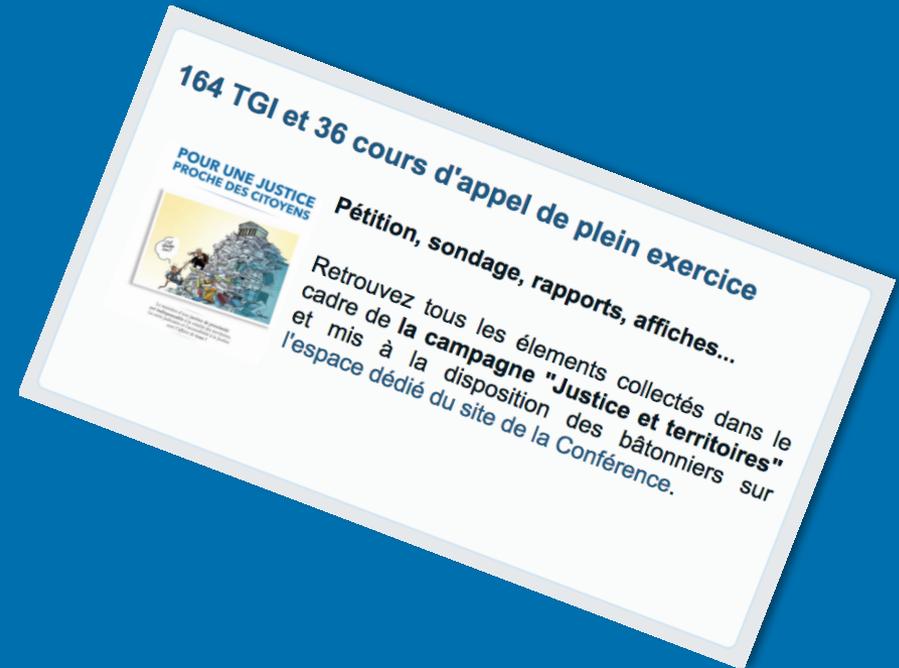
# La Conférence crée un espace de référence dédié sur son site



The image shows a screenshot of the Conférence Bâtonniers website. At the top, there is a navigation menu with items like 'LA CONFÉRENCE DES BÂTONNIERS', 'COMMISSIONS', 'LES TRAVAUX DE LA CONFÉRENCE', 'GUIDES ET OUTILS', and 'COMMUNICATION'. Below the menu, there is a header image of a street scene with the text 'Place Dauphine'. The main content area is titled 'Pour une Justice proche des citoyens' and features several sections:

- Chantiers de la Justice**: A section with the sub-header 'Retrouvez l'ensemble des rapports publiés par la Chancellerie publiés dans le cadre de 5 chantiers de la Justice'. It lists five reports: 'Chantier de la transformation numérique', 'Chantier de l'amélioration et de la simplification de la procédure pénale', 'Chantier de l'amélioration et de la simplification de la procédure civile', 'Chantier de l'adaptation du réseau des juridictions', and 'Chantier de l'adaptation des peines'. Each report has a 'Télécharger le document' link.
- Engagement pour une Justice proche des citoyens**: A section with the sub-header 'Citoyen, Juge et Avocat conjuguent des aspirations et des attentes qui se croisent'. It contains a paragraph about the importance of proximity justice and a link to a petition: 'Accéder à la pétition'.
- Sondage "Les Français et l'accès à la Justice"**: A section with a small graphic showing a bar chart and the text 'L'étude Les Français et l'accès à la Justice réalisée pour la Conférence des bâtonniers, est destinée à...'
- Quelques initiatives...**: A section with the text 'Les barreaux se mobilisent. La Conférence des bâtonniers relaie toutes leurs initiatives.' and 'Journée de mobilisation citoyenne pour la cour d'appel de Nîmes. Télécharger l'affiche. Télécharger le flyer.'

At the bottom left, there is a 'recy'go' logo and text: 'En 2016 la Conférence des bâtonniers a recyclé 706 kg de papier, ce qui correspond à une économie de 212 kg de CO2.'



The graphic features a central illustration of a person sitting on a bench, surrounded by various symbols of justice and law. The text is arranged around this illustration:

- 164 TGI et 36 cours d'appel de plein exercice** (top left)
- POUR UNE JUSTICE PROCHE DES CITOYENS** (top left, smaller text)
- Pétition, sondage, rapports, affiches...** (top right)
- Retrouvez tous les éléments collectés dans le cadre de la campagne "Justice et territoires" et mis à la disposition des bâtonniers sur l'espace dédié du site de la Conférence.** (center and bottom right)

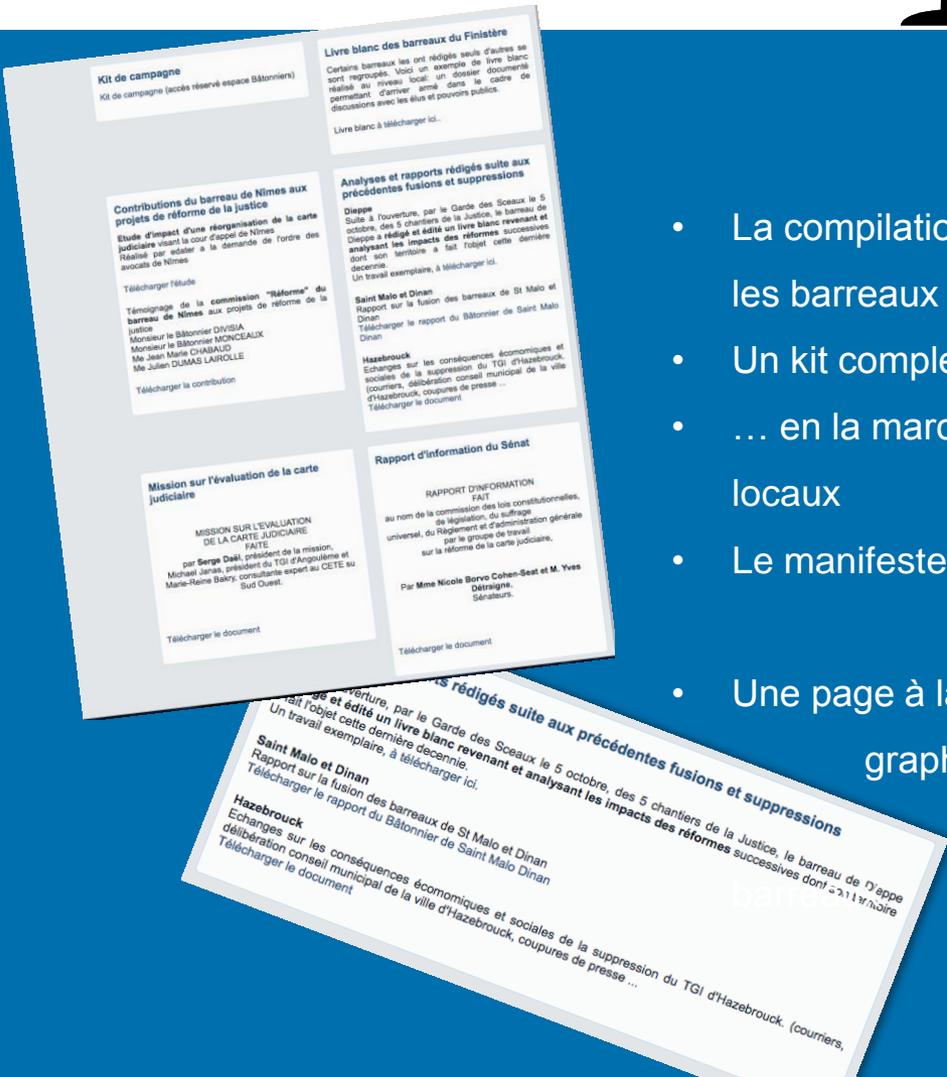
mai 2017

# La Conférence crée un espace de référence dédié sur son site



Les bâtonniers peuvent y retrouver:

- La compilation de l'ensemble des travaux et livres blancs réalisés par les barreaux ou parlementaires, en guise d'argumentaire
- Un kit complet avec des éléments de langage...
- ... en la marche à suivre en matière de prise de contact avec les élus locaux
- Le manifeste
- Une page à laquelle s'ajoutera au fil de l'eau: les affiches et éléments graphiques créés pour l'occasion, la pétition, le sondage et la documentation fournie depuis la base par les





juin 2017

# Publication du sondage OpinionWay « Les français et l'accès à la justice »



## Les Français et l'accès à la justice

Mai 2017

*“opinionway*

15 place de la République 75003 Paris



ESOMAR<sup>17</sup>  
| corporate



**Bruno Jeanbart**

Directeur général adjoint

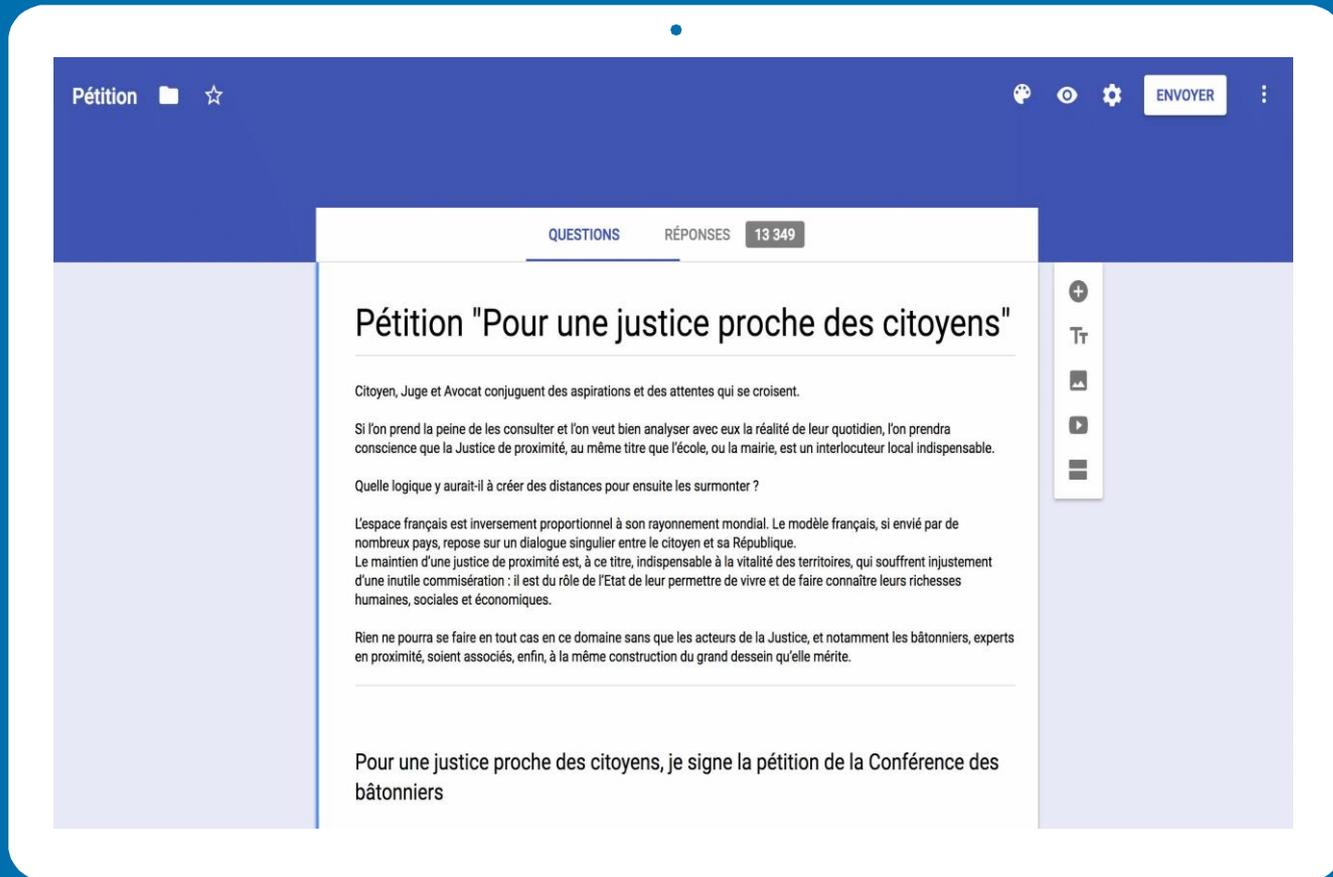
Tel: 01 81 81 83 00

[bjeanbart@opinion-way.com](mailto:bjeanbart@opinion-way.com)

Commande et réalisation d'un sondage « Opinionway »

juin 2017

# La Conférence lance la pétition « Pour une Justice proche des citoyens »



Mise en ligne

d'une pétition

# *La Conférence à l'heure des négociations*

*Une implication sans faille, des négociations  
sans feuille de route*

*de juin 2017 à janvier 2018*

# Elle fait remonter les informations des barreaux et construit son action



La Conférence consacre des temps forts au sujet de la réforme territoriale de la Justice et d'une loi de programmation Justice, lors :

- De son assemblée générale à Marseille le 20 juin 2017
- Rencontre avec les bâtonniers de cours d'appel le 6 octobre, au lendemain du lancement des 5 chantiers par la Garde des Sceaux
- De son assemblée générale à Strasbourg le 24 novembre 2017
- De son assemblée générale statutaire à Paris les 26 et 27 janvier 2018

qui donne lieu à une table ronde d'échanges entre les bâtonniers et Garde des sceaux



*de juin 2017 à février 2018*

# Le président a rencontré à plusieurs reprises la Garde de Sceaux



Rencontres avec la Garde des sceaux

*Mais, de juin 2017 à février 2018*

La Conférence poursuit ses échanges avec tous les acteurs politiques...



- En mai et en juin, elle rencontre les représentants de **l'association des maires de France**
- Elle rencontre à deux reprises, le 11 janvier, puis le 21 février, grâce à la sensibilisation opérée par les bâtonniers auprès de leurs élus locaux, **des parlementaires issus de tous les groupes**



# Mais, de juin 2017 à février 2018 ...et son travail de fond



Notamment en commandant une **étude d'impact** auprès du cabinet ECS, afin d'entrer en négociation avec des arguments concrets



# *Des barreaux en colère*

*La Conférence appuie des barreaux et soutient  
leur mobilisation*

Depuis octobre 2017

# la Conférence en soutien de toutes les actions locales



Depuis le mois d'octobre la Conférence se place en soutien de toutes actions locales conduites par des bâtonniers toute en poursuivant les discussions...



... mais en mars force est de constater que les négociations sont de façade.

*Mars 2018*

## la confirmation d'un calendrier intenable



Depuis plusieurs mois la Conférence alertait la Chancellerie que le calendrier tel qu'il était présenté rendait impossible toute négociation :

- *5 octobre 2017*: lancement des 5 chantiers de la Justice
- *15 janvier 2018*: présentation de ces 5 chantiers
- *9 mars 2018*: communication de projet de loi de programmation
- *15 mars 2018*: dépôt pour avis au Conseil d'Etat
- *17 avril 2018*: présentation en conseil des ministre

Soit **6 jours** pour négocier et faire remonter les observations des avocats et amender le projet:

**des délais intenable ont provoqué une  
mobilisation massive de la profession**

# Mars 2018

## dans ce contexte la Conférence appelle à la mobilisation



Le Président

Paris, le 9 février 2018

A l'attention de :  
Mesdames et Messieurs les Bâtonniers

Copie à :  
Mesdames et Messieurs les membres du Bureau  
Mesdames et Messieurs les présidents des Conférences régionales  
Mesdames et Messieurs les membres du Collège Ordinal

### Journée de mobilisation du 15 février

Mesdames, Messieurs les Bâtonniers,

Je vous confirme l'organisation à l'initiative de la Conférence des bâtonniers de la journée de mobilisation nationale du **jeudi 15 février prochain pour le maintien des 164 tribunaux de grande instance et des 36 cours d'appel de plein exercice.**

Cette journée marquera clairement l'unité de la profession puisqu'elle est organisée conjointement avec le CNB.

Les principaux syndicats d'avocats, de magistrats et de greffiers, eux-mêmes très mobilisés participeront à cette action.

Bien que nous ne partagions pas toujours les mêmes préoccupations, ce mouvement unitaire traduit la gravité des enjeux et les inquiétudes face au manque persistant de moyens de la Justice et aux modalités de traitements des 5 chantiers ouverts par la Garde des Sceaux.

Nous vous invitons à promouvoir cette action par tous moyens de communication adaptés à votre situation locale.

Tous les Barreaux sont appelés à **manifeste le 15 février à 10 heures, « aux marches du palais » en coordination avec les chefs de juridiction et les Directeurs de Greffe.**

Votre mobilisation est essentielle, pour ma part, je serai présent avec Madame le Bâtonnier Christiane FERAL-SCHUHL, Présidente du CNB sur les marches du palais de justice de BOBIGNY.

Je vous suggère les éléments de langage suivants :

#### **Nous demandons :**

- Le maintien du nombre de juridictions de plein exercice actuel permettant seul une vraie justice de proximité et l'accès au juge



Le Président

#### **Nous dénonçons :**

- Un simulacre de concertation de la part de la Chancellerie sur des questions complexes
- Une absence de transparence et d'étude d'impact sur les projets
- Un manque de moyens humains et matériels persistant ne permettant pas de répondre aux objectifs affichés
- Le caractère illusoire d'une Justice totalement numérisée en l'absence de moyens pour sa mise en œuvre et de l'impossibilité pour tous les justiciables d'y avoir accès pour des raisons techniques et humaines

La Conférence des Bâtonniers réunira dès l'après-midi du jeudi 15 février le bureau, les Présidents de Conférence régionales et les membres du collège ordinal du CNB afin de synthétiser les travaux de chacun sur les 5 chantiers de la Justice.

Cela permettra à la Conférence de relayer lors de l'Assemblée générale du CNB du 16 février vos avis et préconisations.

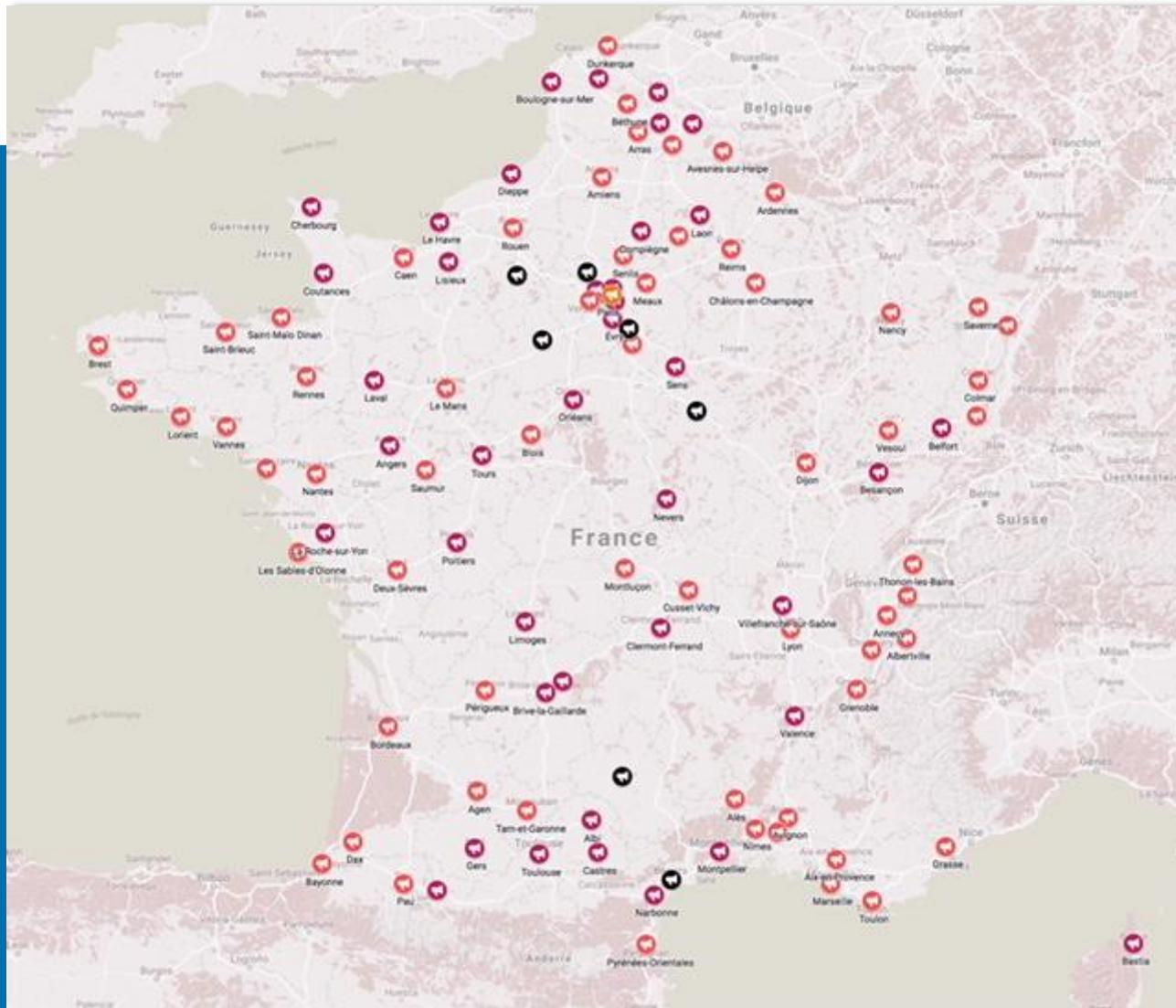
Je demeure à votre écoute et ne manquerai pas de vous tenir informés de l'avancement de nos travaux.

Je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs les Bâtonniers, l'expression de mes sentiments confraternellement dévoués.

Jérôme Gavaudan

*Mars 2018*

avec l'organisation d'une journée « Justice morte » le 21 mars 2018...



**Une journée très suivie qui a mobilisé près de 130 barreaux**

# Mars 2018

## avec l'organisation d'une journée « Justice morte » le 21 mars 2018...



### LA MOBILISATION DES BARREAUX

| BARREAUX                | ACTIONS                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
|-------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Agen                    | Journée justice morte le 21 mars                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| Ain                     | Journée justice morte le 21 mars et mobilisation le 30 mars 2018                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| Ajaccio                 | Journée justice morte le 21 mars                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| Albertville             | Journée justice morte le 21 mars 2018. Aucune audience ni aucune consultation ne seront assurées                                                                                                                                                                                                                                                    |
| Alès                    | Le barreau s'associe à la mobilisation journée justice morte le 21 mars et à l'intersyndicale justice du 30 mars                                                                                                                                                                                                                                    |
| Alençon                 | Journée justice morte le 21 mars                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| Alpes de Haute-Provence | Journée justice morte le 21 mars et mobilisation le 30 mars                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| Amiens                  | Journée justice morte le 21 mars                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| Angers                  | Journée justice morte le 21 mars                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| Annecy                  | Journée justice morte le 21 mars                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| Ardèche                 | Journée justice morte le 21 mars : <ul style="list-style-type: none"> <li>Suppression de l'intervention des avocats à toutes les audiences que ce soit en matière civile, pénale, commerciale ou prud'homale qui feront l'objet d'un renvoi.</li> <li>Non-tenue de toute permanence de consultations ainsi que le renvoi des expertises.</li> </ul> |
| Ardennes                | Grève totale le 21 mars 2018                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| Argentan                | Journée justice morte le 21 mars et mobilisation le 30 mars 2018                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| Ariège                  | Journée justice morte le 21 mars                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| Arras                   | Les avocats d'Arras rejoignent le mouvement #JusticeMorte le 21 mars. Aucun avocat ne plaidera. Toutes les affaires seront renvoyées.                                                                                                                                                                                                               |
| Auxerre                 | Journée justice morte le 21 mars                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| Avesnes-sur-Helpe       | Deux journées de grève des audiences sont programmées les 22 et 30 mars                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| Aveyron                 | Grève totale et illimitée à compter du 20 mars à minuit                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| Bastia                  | Grève les 21 et 30 mars 2018                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| Bayonne                 | Journée justice morte le 21 mars 2018 avec grève totale des audiences et des permanences et fermeture des cabinets                                                                                                                                                                                                                                  |
| Beauvais                | Journée justice morte le 21 mars 2018                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| Belfort                 | Journée justice morte le 21 mars 2018                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| Bergerac                | Journée justice morte le 21 et 30 mars 2018                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |

|                      |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
|----------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Besançon             | Journée justice morte le 21 et 30 mars 2018                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| Béthune              | Journée justice morte le 21 mars 2018                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| Blois                | Journée justice morte le 21/03 et dénonciation de l'ensemble des protocoles signés                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| Bonneville           | Journée justice morte le 21 mars 2018                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| Bordeaux             | Journée justice morte le 21 mars 2018                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| Boulogne-sur-Mer     | Grève totale du barreau de Boulogne-sur-Mer à compter de mercredi 21 mars, jusqu'au 26 mars inclus.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| Bourges              | Journée justice morte le 21 mars et mobilisation le 30 mars 2018                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| Bourgoin-Jallieu     | Suspension des désignations à partir du 19 mars (durée illimitée)                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| Brest                | Journée justice morte le 21 mars et mobilisation le 30 mars 2018                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| Briey                | Journée justice morte le 21 mars et mobilisation le 30 mars 2018                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| Brive                | Journée justice morte les 21, 22 et 30 mars 2018                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| Caen                 | Journée justice morte le 21 mars 2018                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| Cambrai              | Journée justice morte le 21 mars 2018                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| Carcassonne          | Journée justice morte le 21 mars 2018                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| Castres              | Journées justice morte du 21 au 30 mars 2018                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| Châlons-en-Champagne | Journées justice morte le 21 et 30 mars 2018                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| Chambéry             | Journée justice morte le 21 mars 2018                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| Chartres             | Application de la décision prise par la BIF dans sa délibération du 19 mars 2018 : <ul style="list-style-type: none"> <li>Cession des désignations d'avocats au titre des permanences de toutes natures, commissions d'office, gardes à vue, interventions et missions de service public assumées par les barreaux (CDAD, MJD, consultations diverses, accueil des justiciables dans les juridictions) en ce compris la gestion du secteur assisté.</li> <li>Mise en œuvre des moyens de communication en concertation avec les instances nationales (CNB et Conférence des bâtonniers) en direction de nos concitoyens pour les éclairer sur les dangers qu'un tel programme fait peser sur eux et sur la justice en général.</li> </ul> |
| Châteauroux          | Journée justice morte le 21 mars 2018                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| Cherbourg            | Journée justice morte le 21 mars et mobilisation le 30 mars 2018                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| Clermont-Ferrand     | Grève totale des avocats du barreau de Clermont-Ferrand votée à l'unanimité les 21 & 30 mars. Aucune audience, aucune permanence, aucun rendez-vous en cabinet, aucune garde à vue, etc. ne seront assurés.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| Colmar               | Journée justice morte le 21/03                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| Compiègne            | En grève du 21 au 30 mars 2018                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| Coutances-Avranches  | Journée justice morte le 21 mars et mobilisation le 30 mars 2018                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| Creuse               | Journée justice morte le 21/03                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| Cusset Vichy         | Journée justice morte le 21 mars 2018                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| Dax                  | Journée justice morte le 21 mars et mobilisation le 30 mars 2018                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| Deux-Sèvres          | Journées justice morte les 21 mars et 30 mars 2018                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |

# Mars 2018

## avec l'organisation d'une journée « Justice morte » le 21 mars 2018...



|                  |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
|------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Dieppe           | Journée justice morte le 21 mars 2018                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| Dijon            | Journée justice morte le 21 mars 2018                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| Douai            | Journée justice morte le 22 mars 2018                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| Dunkerque        | Journée justice morte le 21 mars 2018                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| Essonne          | Journée justice morte le 21 mars 2018                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| Eure             | Journée justice morte le 21 mars 2018                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| Fontainebleau    | Cessation totale de la participation des membres du barreau à compter du 19 mars 2018 à 14 heures, à toutes les audiences, tous domaines confondus, audiences civiles, pénales et administratives, d'assistance, de représentation, de défense, expertises comprises.                                                                                                  |
| Gers             | Journées justice morte les 21 mars et 30 mars 2018<br>Grève de toutes les audiences du 21 mars au 26 mars                                                                                                                                                                                                                                                              |
| Grasse           | Journée de manifestation pour le barreau grassois le 21 mars 2018, avec un rassemblement à 11h aux marches du TGI.                                                                                                                                                                                                                                                     |
| Guadeloupe       | Journée justice morte le 21 mars 2018                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| Guyane           | Journée justice morte le 21 mars et mobilisation le 30 mars                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| Haute-Loire      | Journée justice morte le 21 et 30 mars                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| Haute-Marne      | Journée justice morte le 30 mars                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| Hauts-de-Seine   | Journée justice morte les 21, 22 et 30 mars 2018                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| Le Havre         | Journée justice morte le 21 mars                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| La-Roche-sur-Yon | 2 journées justice morte : le 21 mars et le 30 mars avec intersyndicales                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| Laval            | Grève totale les 21 et 30 mars 2018                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| Libourne         | Journée justice morte le 21 mars 2018                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| Limoges          | Journée d'action les 21, 22 et 30 mars 2018                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| Lille            | Mobilisation les 21 et 30 mars.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| Lisieux          | Journée justice morte du 20 mars minuit au 21 mars minuit.                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| Lorient          | Journée justice morte le 21 mars 2018                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| Lot              | Journées justice morte les 21/03 et 30/03                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| Lyon             | Journée justice morte le 21 mars 2018                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| Le Mans          | Journée justice morte le 21 mars 2018                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| Marseille        | Journées justice morte les 21/03, 22/03 et 23/03                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| Martinique       | Journée justice morte le 21/03 :<br>- renvoi de toutes les affaires dans le secteur assisté comme libre,<br>- suspension des désignations,<br>- fermeture des services de l'Ordre au public<br>- tenue de Conférence de Presse<br>- cessation des participations aux consultations de toutes natures (MJD, consultations gratuites, accueil des justiciables, CDAD...) |

|                |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
|----------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
|                | - report des rendez-vous                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| Meaux          | Grève générale du 19 au 23 mars                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| Melun          | Application de la décision prise par la BIF dans sa délibération du 19 mars 2018 :<br><ul style="list-style-type: none"><li>Cession des désignations d'avocats au titre des permanences de toutes natures, commissions d'office, gardes à vue, interventions et missions de service public assumées par les barreaux (CDAD, MJD, consultations diverses, accueil des justiciables dans les juridictions) en ce compris la gestion du secteur assisté.</li><li>Mise en œuvre des moyens de communication en concertation avec les instances nationales (CNB et Confédération des bâtonniers) en direction de nos concitoyens pour les éclairer sur les dangers qu'un tel programme fait peser sur eux et sur la justice en général.</li></ul><br>Grève totale des audiences du 19 mars 2018 jusqu'au 26 mars<br><br>Mobilisation le 30 mars |
| Metz           | Journée justice morte le 21 mars 2018                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| Montargis      | Journée justice morte les 21 et 30 mars 2018                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| Montauban      | Journée justice morte le 21 mars 2018                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| Montbéliard    | Journée justice morte le 21 mars 2018                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| Montduçon      | Journée justice morte les 21 et 30 mars 2018                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| Mont-de-Marsan | Journée justice morte le 21 mars 2018                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| Montpellier    | Journée justice morte le 21 mars 2018<br>22 mars : protestation en robe sur les marches du Palais aux côtés des manifestants de la fonction publique<br>Grève totale des audiences du 22/03 au 30/03                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| Moulins        | Journée justice morte le 21 mars 2018                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| Mulhouse       | Journée justice morte les 21, 22 et 23 mars 2018                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| Nancy          | Journée justice morte le 21 mars 2018                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| Nantes         | Journée justice morte le 21 mars 2018                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| Narbonne       | Journée justice morte le 21 mars et mobilisation le 30 mars                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| Nevers         | Journée justice morte le 21 et 30 mars                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| Nîmes          | Justice morte le 21 mars<br>à Nîmes sauf pour le pénal d'urgence                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| Nouméa         | Le barreau s'associe au mouvement national du 21 mars 2018. Il a décidé une grève totale et une journée « justice morte » le mercredi 21 mars 2018, avec le soutien de l'Union des Jeunes Avocats et de la section locale du Syndicat des Avocats de France.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| Orléans        | Grève totale de toutes audiences à compter du 22 jusqu'au 30 mars                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| Paris          | Journée justice morte le 21 mars : grève des audiences et des désignations, rassemblement à 12h30 sur les marches du Palais.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| Pau            | Journée justice morte le 21 et 30 mars                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| Périgueux      | Journée justice morte le 21 mars                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| Perpignan      | Journée justice morte le 21 mars                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |

# Mars 2018

avec l'organisation d'une journée « Justice morte » le 21 mars 2018...



|                           |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
|---------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Poitiers                  | Le barreau de Poitiers s'associe à la journée nationale les 21 et 30 mars. Aucune audience. Aucune désignation en CRPC.                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| Pyénées-Orientales        | Le barreau des Pyrénées-Orientales s'associe au mouvement de grève le 21 mars 2018.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| Quimper                   | L'ensemble des avocats du barreau de Quimper se mobilise ce 21 mars 2018 pour s'opposer à une réforme de la justice inadmissible pour le citoyen.                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| Reims                     | Journée justice morte le 21/03                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| Rennes                    | Journée justice morte le 21 et 30 mars                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| Roanne                    | Journée justice morte le 21 mars                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| Rouen                     | Journée justice morte le 21 mars et mobilisation le 30 mars                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| Sables-d'Olonne           | Le barreau des Sables d'Olonne s'associera aux mots d'ordre qui seront donnés suite à l'assemblée générale de la Conférence des bâtonniers du 23 Mars 2018, visant notamment à la mise en place pendant la procédure législative d'adoption de la réforme de la Justice, d'une grève tournante et perléée d'une semaine par mois organisée par roulement sur les 9 conférences régionales couvrant le territoire national. |
| Saint-Brieuc              | Journée justice morte le 21 mars                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| Saintes                   | Journée justice morte le 21 mars                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| Saint-Denis de la Réunion | Journée justice morte le 21 mars                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| Saint-Malo<br>Dinan       | Journée justice morte le 21 mars et mobilisation le 30 mars                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| Saint-Omer                | Grève qui débutera le mercredi 21 Mars 2018, journée d'action nationale, et se prolongera les jeudi 22 et vendredi 23 Mars.                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| Saverne                   | Journée justice morte le 21 mars.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| Seine-Saint-Denis         | Appel à une journée justice morte le 21 mars 2018 et à participer aux manifestations intersyndicales le 30 mars.                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| Sens                      | Journée justice morte les 21 et 30 mars                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| Strasbourg                | Grève ciblée le 21 mars 2018                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| Tarascon                  | Journée justice morte le 21/03                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| Tarbes                    | Journée justice morte les 21 et 30 mars                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| Thonon-les-Bains          | Journée justice morte les 21 et 30 mars                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| Toulon                    | L'ordre des avocats de Toulon appelle à une journée justice morte le 21 mars, en demandant le report de toutes les audiences, "à l'exception de celles où est en cause une personne détenue".                                                                                                                                                                                                                              |
| Toulouse                  | Journées justice morte les 21 mars et 30 mars<br>Grève du 22 mars et jusqu'au 3 avril                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| Tours                     | Journée justice morte le 21 mars                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| Tulle                     | Journée justice morte les 21, 22 et 30 mars                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| Val-de-Marne              | Journées justice morte du 21/03 au 30/03                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| Val-d'Oise                | <ul style="list-style-type: none"> <li>Grève de toutes les audiences à compter du 19 mars</li> <li>Dénonciation des protocoles avec la Chancellerie et les juridictions (art 91 – RPVA et tous les protocoles de procédure)</li> </ul>                                                                                                                                                                                     |

|                        |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
|------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
|                        | <ul style="list-style-type: none"> <li>Établissement d'une note à tous les justiciables sur le caractère unique de la loi.</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| Valence                | Journée justice morte le 21 mars et mobilisation le 30 mars                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| Valenciennes           | Grève totale les 21 et 30 mars<br>Grève à durée indéterminée tournante par juridiction du 22/03 au 29/03                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| Vannes                 | Journée justice morte le 21 mars                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| Versailles             | Journée justice morte le 21/03 et poursuite de la mobilisation du 22 au 30 mars                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| Vienne                 | <p>Journée justice morte le mercredi 21 mars 2018 :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Grève de toutes les audiences civiles et pénales</li> <li>Grève de toutes les consultations gratuites</li> <li>Grève des expertises, et de toutes activités judiciaires ou juridiques ayant lieu en dehors des cabinets</li> </ul> <p>Fermeture complète des cabinets et refus de répondre aux sollicitations et appels téléphoniques. A partir du jeudi 21 mars 2018, la suspension de toutes les commissions d'office, de manière illimitée, ainsi que des consultations gratuites de toute nature</p> |
| Villefranche-sur-saône | Journée justice morte le 21 mars 2018                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |

Mars 2018

avec l'organisation d'une journée « Justice morte » le 21 mars 2018...



Mars 2018

avec l'organisation d'une journée « Justice morte » le 21 mars 2018...



Mars 2018  
avec l'organisation d'une journée « Justice morte » le 21 mars 2018...



Mars 2018

avec l'organisation d'une journée « Justice morte » le 21 mars 2018...



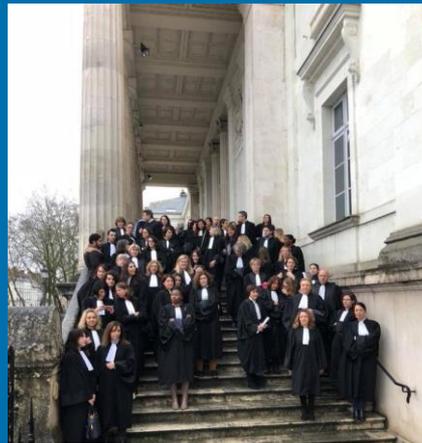
Mars 2018

avec l'organisation d'une journée « Justice morte » le 21 mars 2018...



Mars 2018

avec l'organisation d'une journée « Justice morte » le 21 mars 2018...



*D'octobre 2017 à mars 2018*

Les barreaux et la Conférence ont rencontré un bel écho dans la presse



Des inquiétudes régulièrement relayées dans des articles de presse aussi bien dans la presse nationale et dans la presse quotidienne régionale.

**Sélection non exhaustive**

## Menace de fermeture définitive de la Cour d'appel de Chambéry, les avocats grincent des dents



Le tribunal de Chambéry / © Stéphan DUDZINSKI / MaxPPP

Ce jeudi 5 octobre 2017, plusieurs barreaux de la région Auvergne-Rhône-Alpes commencent un mouvement contre la suppression de nombreuses cours d'appel prévue par la refonte de la carte judiciaire.

"La ministre de la Justice a insisté sur le fait qu'à ce jour aucune décision n'était prise pour aucun tribunal en France, au contraire il y a un chantier qui s'ouvre sur l'organisation judiciaire" visant à "garantir l'efficacité et la proximité de la justice", a expliqué Christophe Castaner, le porte-parole du gouvernement, ce mercredi 4 octobre 2017.

Avant d'ajouter qu'il voulait "tordre le cou à une rumeur qui circule un peu partout en France" à propos des cours d'appel.

Une dizaine de Cours d'appel supprimées ?

## Inquiétudes dans la magistrature

Le spectre d'une réforme de la carte judiciaire met le monde du droit en émoi. Alors que la garde des Sceaux, Nicole Belloubet, a annoncé une concertation pour «réorganiser le réseau de cours d'appel sans fermeture de sites», les barreaux de France montent au créneau - lundi 2 octobre, celui de Metz, soutenu par Yves Mahiu, le président de la Conférence des bâtonniers, avait décrété pour trois jours «le blocage de toutes les activités juridictionnelles». D'une rumeur à l'autre, les chiffres varient (13 ou 16), mais la volonté politique est là: limiter le nombre de cours d'appel - la France en compte actuellement 36, dont six outre-mer - afin de caler le plus possible cette carte judiciaire sur celle, administrative, des régions. La ministre a annoncé, hier, l'ouverture d'une concertation jusqu'au 15 janvier à Reims, où siège une cour d'appel (voir encadré), certains expriment leurs inquiétudes à visage découvert. «Ce projet de réforme des cours d'appel, on sait qu'il existait déjà avant l'élection présidentielle mais on ne sait pas ce qu'il y a dedans», cadre Stanislas Creusat, bâtonnier du barreau de Reims. Une magistrate en poste au tribunal de grande instance abrège poliment: «Pour l'instant, wait and see!» Avant, tout de même de constater que «c'est une cour parmi les plus petites de France et déjà tout ce qui concerne le financier, l'informatique et divers services sont délocalisés à Nancy». En parallèle se tiennent depuis plusieurs mois des discussions pour que la cour d'appel de Reims englobe les tribunaux de Seine-et-Marne, Meaux et Melun, lesquels dépendent pour l'instant de Paris. «À Reims, le délai de traitement d'un dossier est en dessous de la moyenne - entre 10 et 14 mois au civil - alors qu'à Paris, on est entre trois et quatre ans», appuie Me Creusat. Du côté de la mairie, on confirme que les élus rémois et de Seine-et-Marne sont «en osmose» pour «appuyer cette démarche».

on ne voit pas la justice comme un élément de paix sociale

C'est l'un des paradoxes de la situation actuelle: la cour d'appel, parce qu'elle est «bonne élève» en matière de maîtrise de ses stocks de dossiers, travaille à son expansion en même temps que des bruits alarmistes l'imaginent déjà progressivement siphonnée par celle de Nancy ou Metz. Lors de son passage à Reims, le 4 juillet, Mme Belloubet s'était engagée auprès des bâtonniers: «Elle nous a dit les yeux dans les yeux: Je ne toucherai pas à la carte judiciaire», se souvient Me Creusat, un tantinet sceptique. La ministre a annoncé, hier, l'ouverture d'une concertation jusqu'au 15 janvier. Au-delà de ce climat d'incertitude, le bâtonnier regrette qu'on ne voit la justice «qu'au travers de son coût - mais ça, c'est le problème de la société française actuellement. On ne voit pas la justice comme un élément de paix sociale, de présence de l'État dans les territoires.» Selon une étude rendue publique en janvier 2016 de la Commission européenne pour l'efficacité de la justice, la France se classe 37e sur 45. Un autre avocat évoque sa méfiance sur le projet de réforme: «On nous dit: il n'y a pas de réforme de la carte puisqu'on ne supprime pas de site. Soit. Mais ce qu'on craint, c'est qu'on vide les sites de leur substance, qu'on dise par exemple: À Reims, vous n'aurez plus que les affaires familiales. Si vous divisez par quatre l'activité, vous divisez aussi par quatre le personnel mais le site existera toujours.» Un sombre - et pour le moment hypothétique - scénario qui ne serait pas conséquence sur le justiciable. «Si vous êtes à l'aide juridictionnelle, vous allez prendre un avocat soit que vous ne verrez jamais parce qu'il sera dans la ville de la cour d'appel soit, parce qu'il est près de chez vous, vous devrez lui rembourser ses déplacements à la cour. Si nos craintes se confirment, ça va créer un service low-cost pour les gens qui n'ont pas de moyens.» Mathieu Livoreil

## La réforme de la carte judiciaire met le monde du droit en émoi

justice

« Les Français souhaitent que la justice soit efficace et qu'elle les protège. L'État de nos juridictions et de nos prisons, ne répond pas à ces attentes. C'est en ces termes que mercredi, au sortir du conseil des ministres, que la garde des Sceaux Nicole Belloubet a résumé son ambition pour la justice. En d'autres termes, elle recherche « une transformation en profondeur » après les « réformes mal ajustées ou trop tardives » des précédents quinquennats. Une ambition qui a été présentée, hier, à un parterre de magistrats et d'avocats, peu convaincus au terme du discours.

Les cours d'appel craignent pour leur avenir

Ces cinq « chantiers » portent sur la transformation numérique, la réforme de la procédure civile, celle de la procédure pénale, le sens et l'efficacité des peines, et la carte judiciaire. Et c'est sur ce dernier point notamment que le bât blesse. Depuis plusieurs mois, les avocats installés en région sont inquiets, convaincus que la Chancellerie travaille dans l'ombre à une réforme des cours d'appel. La ministre a plusieurs fois assuré qu'aucun « site judiciaire ne serait fermé ». Mais sa parole est restée lettre morte. Hier encore une cinquantaine d'avocats bloquaient le tribunal de Metz, craignant pour l'avenir de la cour d'appel de la ville.

Tous se souviennent de la logique qui présidait déjà à la réforme de la carte judiciaire mise en œuvre par Rachida Dati de 2007 à 2011. Réforme qui a abouti à la suppression de 176 tribunaux d'instance et 23 tribunaux de grande instance. Brutal.

À cette époque les cours d'appel n'avaient pas été concernés. Mais en 2015, un rapport de la Cour des comptes a remis le métier sur l'ouvrage. Cour qui note que « les ressorts » des 36 cours d'appel (ndlr : dont six en outremer), de la chambre détachée de cour d'appel et du tribunal supérieur de cour d'appel » que compte la France « sont très variables et ne coïncident ni avec

les territoires des régions actuelles, ni avec ceux des neuf interrégions des services de la justice, ceux de l'administration pénitentiaire et ceux de la protection juridique de la jeunesse ». D'où la crainte de voir disparaître près « de la moitié d'entre elles » - les plus petites - selon Yves Mahiu, le président de la conférence des bâtonniers.

Hier, au sortir de la rencontre avec Mme Belloubet, la présidente de l'Union syndicale des magistrats (USM), majoritaire dans la profession, regrette une « concertation de pure façade », menée « au pas de charge » sur « des sujets dont on a déjà parlé mille fois ». Virginie Duval a notamment dit son impression que « tout est joué » pour la carte judiciaire. Quant au bâtonnier Mahiu, il veut tout de même croire que « la volonté de concertation est bien réelle ». Et Pascal Eydoux, patron de la Conférence nationale des barreaux (CNB), qui englobe aussi le puissant barreau de Paris, a tenu à « relativiser les inquiétudes ».

Peut-être en saura-t-on plus aujourd'hui, la garde des Sceaux détaillant publiquement ses projets à Nantes, lors d'un déplacement avec le Premier ministre Edouard Philippe.

Cinq chantiers

Cinq binômes ont été chargés de rendre d'ici le 15 janvier des conclusions sur chacun des « chantiers » évoqués par la ministre : la transformation numérique, la réforme de la procédure civile, celle de la procédure pénale, le sens et l'efficacité des peines, et la carte judiciaire. La réflexion sur la carte judiciaire doit être menée par Dominique Raimbourg, avocat de formation et ancien président (PS) de la commission des lois de l'Assemblée nationale. Il sera associé à Philippe Houillon, également avocat et ancien président (LR) de cette commission. La procédure pénale sera revue conjointement avec le ministère de l'Intérieur.

## Cour d'appel : fermera ou fermera pas ?

Justice

De nouvelles rumeurs font état d'une nouvelle menace de fermeture de cette juridiction.

De quoi alimenter les inquiétudes des élus locaux et des professionnels de la Justice.

**NÎMES**

« Qui doit-on croire ? » Catherine Bernié-Boissard, conseillère municipale et communautaire de Nîmes pose la question. Dans son édition du 5 octobre dernier, *Le Figaro* indiquait en effet que certaines régions pourraient ne conserver que deux Cours d'appel. Ou bien faut-il accorder du crédit aux déclarations du nouveau député LREM du Gard Philippe Berta qui prétend qu'« il n'y a aucun projet de suppression de la Cour d'appel de Nîmes ». Car, si effectivement, comme l'annonce *Le Figaro*, il ne devait rester que deux de ces juridictions en Occitanie, ce ne pourraient être bien sûr que celles de Toulouse et de Montpellier.

Des inquiétudes qui rejoignent celles du Bâtonnier du Barreau de Nîmes et du président de la Conférence des Bâtonniers qui confirment eux aussi la rumeur selon laquelle, sur les trente Cours d'appel de l'Hexagone, près de la moitié seraient supprimées.

De son côté, Alain Fabre-Pujol, conseiller municipal d'opposition nimois, interroge la garde des Sceaux sur la carte judiciaire et les inquiétudes d'organisations de magistrats. Il cite notamment Virginie Duval, présidente de l'Union syndicale des magistrats (USM), qui re-

grette que le gouvernement n'ait engagé qu'une « concertation de pure façade » sur la carte judiciaire.

« N'apparaît dans les inquiétudes exprimées, poursuit Alain Fabre Pujol dans le courrier adressé à la ministre de la Justice, qu'il ne serait tenu compte de la taille efficiente d'une juridiction au bénéfice de la gestion d'une pénurie bien connue du monde judiciaire. Les objectifs affichés ce jour sont louables au travers de vos cinq « chantiers pour la justice », portant sur la transformation numérique, la réforme de la procédure civile, la réforme de la procédure pénale, le sens et l'efficacité des peines, et l'organisation judiciaire. Toutefois, il se murmure qu'une dizaine de Cours d'appel pourraient être supprimés en métropole afin de n'en voir subsister qu'une par Région comme le souhaite la très libérale Cour des comptes. »

D'autres menaces déjà !

Des menaces de fermeture de cette même Cour d'appel avaient, il y a quelques années, suscité une large mobilisation des professionnels de la justice, magistrats et avocats, ainsi que des élus de tous bords. Une manifestation avait même été organisée devant le Palais de Justice de Nîmes, siège de sa Cour d'appel. Il y était dénoncé l'éloignement qui se produirait avec la disparition de la cour nimoise entre le justiciable et l'institution judiciaire. Les mêmes inquiétudes ressurgissent donc avec de nouvelles rumeurs émanant du ministère actuel.

« On attend avec impatience que madame la garde des Sceaux vienne sur place confirmer le maintien de cette juridiction dans notre ville, » conclut Catherine Bernié-Boissard.  
JPM



Sambre-Avesnois

PAR FLORENCE DELSINNE ET GÉRALDINE BEYS  
avesnes@lavoinord.fr

# Le tribunal d'Avesnes-sur-Helpe est-il menacé ?

Marie-Agnès Decroix, bâtonnière, nourrit des inquiétudes sur l'avenir du TGI d'Avesnes devant un projet de réforme de la carte judiciaire. Il mettrait en péril les intérêts des avocats et ceux des justiciables. Une mobilisation se met en place.

## La batônnière en vigie

Ne vous fiez pas à sa frêle silhouette, la bâtonnière Marie-Agnès Decroix s'avère redoutable quand il s'agit de défendre sa profession et l'accès au droit pour les citoyens de l'Avesnois. Seule pour l'instant à sonner le tocsin dans sa juridiction et au-delà, – et elle s'en étonne –, l'Avesnoise lance l'alerte sur les nouvelles menaces qui pèseraient sur le tribunal d'Avesnes. L'équipement, qui vient juste de fêter ses dix ans, a déjà perdu le pôle d'instruction criminelle et la chambre commerciale, partis à Valenciennes.

### RÉVOLUTION DE PALAIS

À la faveur d'une proposition de loi émanant du sénateur LR Philippe Bas, la carte judiciaire subirait d'impressionnantes concentrations pour atteindre « des tailles critiques ». Cette révolution de palais, « dès janvier 2018 » impliquerait d'énormes changements « sans tenir compte de la particularité du Nord, département le plus peuplé », déplore-t-elle. Il s'agirait d'abord, selon la bâtonnière, de fusionner les cours d'ap-

« On éloigne les justiciables de la justice alors que c'est un droit »

MARIE-AGNÈS DECROIX

pel d'Amiens et de Douai : « c'est déjà difficile de faire appel, cela le sera encore plus ». Se dessineraient également quatre pôles dits sociaux : « Lille, Boulogne, Arras... et Valenciennes pour Avesnes, Cambrai et Valenciennes ». L'avocate s'interroge sur l'allongement des délais : « à Lille, il y a déjà des mois et des mois d'attente ».

Le sénateur propose enfin de créer un tribunal départemental de première instance à Lille, rassemblant les tribunaux de grande instance et d'instance. « Tous les contentieux avec ministère d'avocat indispensable partiraient à Lille ». Les TGI actuels deviendraient de simples chambres détachées. « Avesnes ne traiterait plus que les dossiers qui demandent une réponse pénale simple, comme les CRPC (comparution sur reconnaissance préalable de culpa-



## Journée blanche pour les avocats Biterrois

Béziers. Aucune affaire ne sera plaidée ce lundi au palais de justice. Ce lundi, les avocats de Béziers ne plaideront aucune affaire. Ils ne prendront pas non plus de permanence judiciaire dans le cadre d'une journée blanche. Tous sont inquiets pour leur avenir car la réforme de la carte judiciaire revient au-devant de la scène dans le cadre des cinq nouveaux chantiers qu'entend mener la chancellerie. Annie Auret monte au créneau Annie Auret, le bâtonnier du barreau de Béziers a suspendu toute désignation d'office pour le tribunal correctionnel et les gardes à vue et demande le renvoi de toutes les affaires inscrites pour plaider. « J'espère pouvoir compter sur le soutien du plus grand nombre d'élus et que nombreux sont ceux qui viendront, ce lundi matin à 8h30, pour soutenir le maintien, à Béziers, de toutes les juridictions qui y sont implantées à ce jour. Il serait impensable dans le cadre de cette réforme que le site de Béziers ne devienne qu'une antenne du site de Montpellier. Nous voulons défendre notre territoire géographique et lutter contre un territoire virtuel déshumanisé. Nous avons le soutien de nouveaux barreaux. » Le barreau de Béziers a écrit une motion qui stipule que la proximité territoriale des services renforce la notion de territoire et le sentiment d'appartenance à ceux-ci et que le territoire judiciaire ne doit pas répondre à des normes de découpages administratifs ou de rapprochement avec d'autres services publics. Me Estelle Fernandez estime pour sa part que : « Si une telle réforme voyait le jour les jeunes avocats qui sont seuls verraient leur avenir compromis. Rien n'est sûr actuellement,

mais des informations en provenance de la conférence des bâtonniers sont inquiétantes. Il ne faut pas que le tribunal de Béziers devienne un pôle de compétences. Avec une telle réforme, nous n'aurions plus de proximité. Ici, nous avons besoin d'un tribunal et tout le monde est concerné, les magistrats comme les greffiers et les avocats. » Soutien du syndicat régional Antonio Fullada, délégué régional du syndicat de la magistrature insiste : « Je soutiens les avocats dans leur mouvement car, effectivement, il y a des craintes. Mais pour ma part je ne vois pas Béziers avoir des ennuis de ce type. Pour moi, la numérisation va tuer la proximité avec les justiciables. Je ne suis pas contre les réformes, mais à condition qu'elles aient un sens. Ici, il y a un semblant de consultations. Mais voir 6000 personnes en quinze jours me semble compliqué. Il convient d'être vigilant. » La cité judiciaire a été inaugurée à Béziers il y a tout juste deux ans et a coûté la bagatelle de 29 M €. On a du mal à croire que son avenir puisse être compromis. Mais ce qui compte c'est bien que l'ensemble des juridictions soient maintenues à Béziers à la vue de l'activité judiciaire du ressort de ce tribunal. J.-P. A.



# TRIBUNAL DE CAMBRAI

## L'heure est grave

**CAMBRAI** Une réforme de la carte judiciaire est en projet. Dans le Nord, seuls deux Tribunaux subsisteraient, à Lille et à Dunkerque.

Les avocats de Cambrai, comme tous ceux de France, sont inquiets d'une réforme judiciaire qui se prépare sans concertation aucune. La garde des sceaux a mis en chantier cinq dossiers et a chargé deux parlementaires de lui remettre un rapport pour le tout début de l'année prochaine.

« Nous n'avons pas notre mot à dire, d'où la colère de notre profession, on ne nous a pas écoutés » s'est exclamé récemment Me Villain, le bâtonnier cambrésien.

Il dénonce par ailleurs la méthode déployée, un projet de loi ayant été déposé et voté au Sénat à l'immense majorité. « Ce n'est plus un simple vœu, c'est une volonté délibérée de départementaliser la Justice », insiste le bâtonnier de retour d'une rencontre à Paris à la Conférence des Bâtonniers.

Pour les avocats, sous couvert de la proximité avancée par le Ministère, les justiciables risquent de devoir, à la place du château de Selles, se rendre à Lille pour écouter la décision judiciaire.

« La Justice travaille sur l'humain, pas sur Internet », martèle Me Villain. Le bâtonnier relève qu'à Cambrai il n'y aurait plus que quelques contentieux du Tribunal d'Instance alors que les salles de Lille seraient elles largement encombrées. « Quand du Tribunal des enfants, des affaires familiales ? ».



Les avocats de Cambrai affirment que les justiciables attendent une réponse locale.

Les conseils cambrésiens s'interrogent donc sur le devenir de leur juridiction en comparant avec les absorptions précédentes comme à Hazebrouck. « C'est une catastrophe pour notre activité et pour les justiciables » enchaîne Me Delomez immédiatement relayé par Me Duffroy, Faugeroux et Nortier anciens bâtonniers.

Avec une telle refonte de la carte judiciaire, qui supprimerait une fois de

plus un service public à Cambrai, les justiciables risqueraient finalement de renoncer à la Justice. Les avocats vont demander aux élus locaux de se mobiliser au nom de l'égalité de la Justice pour tous.

À l'heure où l'on parle de la remise en place de la Police de quartier il serait assez inconcevable d'éloigner le justiciable de son Palais de Justice.



## JUSTICE

### VENT DE FRONDE DES AVOCATS CONTRE LE PROJET DE RÉFORME DE LA CARTE JUDICIAIRE

## SOCIÉTÉ

### Réforme de la carte judiciaire : Belloubet face à la fronde des avocats

Le ministre de la Justice, qui envisage de calquer la géographie des cours d'appel sur la carte des treize régions de France, va devoir affronter la colère des barreaux et les réticences des magistrats.

PAULE GONZALÈS

**JUSTICE** De la nitroglycérine. La réforme de la carte judiciaire annoncée sans l'être par le gouvernement va peser lourd dans l'avenir politique de Nicole Belloubet, la garde des Sceaux. Le gouvernement envisage de refondre la géographie des cours d'appel pour la caler au maximum sur la carte des treize régions. Une dizaine de cours d'appel seraient menacées : Nîmes, Chambéry, Besançon, Riom, Pau, Agen, Bourges, Dijon, Metz et Poitiers. D'autres exigeraient des rééquilibrages subtils, comme Rennes, Paris ou Versailles.

La Conférence des bâtonniers rappelle que « les 36 barreaux du Grand Sud-Ouest ont fait du 14 décembre une journée de mobilisation. De même, le 5 décembre dernier, le barreau de Bayonne s'est lancé dans une grève totale et illimitée observée par Pau depuis le 28 novembre. Les avocats des barreaux de Limoges, Tulle et Brive (cours d'appel de Limoges) ont également observé deux jours de grève les 14 et 15 décembre. Dans l'Est, ce sont les avocats du barreau de Thionville (cours d'appel de Metz) qui ont observé le 12 décembre une journée de grève, tandis que le barreau de Sarreguemines organisera le 11 janvier une journée "justice morte". »

La Placé Vendôme envisage également de fusionner les tribunaux de grande instance et les tribunaux d'instance pour créer des tribunaux de première instance pour les contentieux de proximité, à côté de chambres spécia-

lisées répondant à la technicité croissante du droit. En ligne de mire, des économies de fonctionnement auxquelles l'État ne peut renoncer. Mais, en conséquence, le risque, selon les professionnels du droit, de créer des déserts juridiques et de voir des barreaux florissants s'effondrer financièrement.

**« Tout est très avancé, mais nous sommes tenus à l'écart »**

YVES MAHUI, PRÉSIDENT DE LA CONFÉRENCE DES BÂTONNIERS

Le 14 décembre dernier, devant le président de la Conférence des bâtonniers, Yves Mahui, Nicole Belloubet a pourtant semblé reculer prudemment en affirmant qu'« en l'état actuel de sa réflexion », elle ne « souhaitait pas la fermeture de juridictions, qu'il s'agisse de cours d'appel comme de tribunaux ». « C'est déjà mieux », sourit le président de la Conférence des bâtonniers.

Pour calmer les esprits, la ministre de la Justice a aussi promis aux avocats que le rapport confié à Dominique Raimbourg et Philippe Houillon - deux anciens députés, respectivement de gauche et de droite - n'était qu'une « consultation ». Et de promettre que la concertation viendrait après. « En vérité, nous savons bien que la loi de programmation doit être bouclée en même temps que le prochain projet de loi de finances. Autrement dit, tout est très avancé, mais nous sommes tenus à



## Grève des avocats : la question de la reprise soumise au vote lundi

Une nouvelle assemblée générale doit décider, ce lundi à 11 h, des suites à donner au mouvement.

Engagés depuis le 28 novembre dans un bras de fer avec la Chancellerie sur la réforme de la carte judiciaire, les avocats palois se réunissent ce lundi pour décider des suites de la grève. « La question de la reprise ou de la prolongation du mouvement sera discutée ce jour-là », indique le bâtonnier Antoine Paulian, qui ne souhaite pas en dire plus. Si l'issue du vote reste donc inconnue, la

reprise semble être cependant la tendance dans les couloirs du palais de justice.

### Des nouvelles plutôt rassurantes

D'autant que le bâtonnier a reçu des nouvelles rassurantes de l'un des deux rapporteurs du projet et que le président de la Conférence des bâtonniers semble juger plutôt positive son entrevue avec la garde des Sceaux, Nicole Belloubet. Son courrier, diffusé à tous les avocats du barreau de Pau, indique qu'elle « n'envisageait d'aucune manière la suppression de juridictions, tribunaux de grande instance ou cours



Le 15 décembre dernier, les avocats s'étaient rassemblés sur les marches du palais. (ARH/REVC)

d'appel ». Des propos que Nicole Belloubet a réaffirmés ce vendredi sur RMC : « La cour d'appel de Pau

ou de Riom ne sera pas supprimée. Le Premier ministre, le président de la République l'ont déjà dit : nous ne supprimerons aucun lieu. Nous réfléchissons simplement à des évolutions possibles. » Il s'agirait donc pour l'heure d'une « phase de consultation ». Une phase de concertation doit ensuite s'ouvrir à partir du 15 janvier, date du dépôt des rapports commandés. Les avocats comptent bien alors apporter leurs propositions.

Sans précédent par sa longueur, le mouvement a d'ores et déjà fortement perturbé le fonctionnement du palais de justice. Ce jeudi encore, plusieurs dossiers qui devaient être jugés en correctionnelle ont été renvoyés. Mais c'est aussi sur le plan financier que cette grève commence à peser, notamment pour les jeunes avocats.

V.C. v.zebe@pyrenees.com

08/01/2018 19:03:07

## Réforme de la carte judiciaire: des bâtonniers dénoncent une "logique simpliste"

Une cinquantaine de bâtonniers s'opposent à une réforme "dispendieuse et injuste" de la carte judiciaire, dans une tribune publiée lundi dans Le Monde, critiquant "la logique simpliste" de la chancellerie.

La ministre de la Justice Nicole Belloubet a affirmé à de nombreuses reprises qu'"aucun lieu de justice ne (serait) fermé", sans parvenir toutefois à convaincre les avocats de plusieurs cours d'appel, mobilisés contre une réforme. L'organisation territoriale fait partie des cinq chantiers prioritaires de la justice qui ont donné lieu à une consultation jusqu'à mi-décembre. Les premières pistes devraient être présentées en janvier.

Les bâtonniers "doivent faire face aux inquiétudes légitimes de leurs troupes sans pouvoir y répondre", déplore-t-ils dans la tribune. "Les rumeurs de toutes sortes circulent, affolant les uns et les autres".

"Des cours d'appel jugées trop petites, +sous-dimensionnées+, devraient se transformer en simples +chambres détachées+, placées sous la tutelle administrative et financière d'une énorme cour régionale qui regrouperait l'ensemble des services et la compétence sur des millions de justiciables", expliquent les bâtonniers dans cette tribune signée notamment par la Conférence des bâtonniers de France.

"On organise la thrombose d'énormes cours d'appel qui ne pourront plus, de ce fait, absorber le flux massif de nouveaux dossiers et elle éloignera le justiciable de son juge, créant chez lui une résignation et un désespoir supplémentaire", critiquent-ils.

La Cour des comptes avait appelé en 2015 à "poursuivre la réforme de la carte judiciaire" entamée par l'ancienne Garde des Sceaux Rachida Dati et qui s'était traduite par des suppressions massives de tribunaux. La Cour avait en particulier recommandé que "les ressorts de cour d'appel coïncident avec le périmètre d'une région".

Il y a aujourd'hui 30 cours d'appel en France métropolitaine, pour douze régions et la collectivité territoriale à statut particulier de Corse.

Plusieurs centaines d'avocats du Grand Sud-Ouest mais aussi en Savoie se sont mobilisés le 14 décembre, avec des grèves et des lectures de motions en audience. Les avocats du barreau de Pau, en grève depuis six semaines pour obtenir des garanties sur le maintien de leur cour d'appel, ont suspendu leur mouvement lundi, étant "confrontés à des difficultés économiques".



JUSTICE

## Carte judiciaire : mobilisation générale



Les avocats manifestent ce jeudi et appellent le plus grand nombre à grossir les rangs pour sauver le tribunal de Sarreguemines. Photo RL

Les avocats de Sarreguemines monteront une nouvelle fois au créneau ce jeudi. Ils manifesteront avec leurs homologues de Metz et Thionville, du palais de justice au pont des Alliés, pour défendre les tribunaux de grande instance (TGI) de Sarreguemines et Thionville, et la cour d'appel de Metz, menacés par la réforme de la carte judiciaire.

Elus de la région, personnels de justice, habitants, sont invités à grossir les rangs en nombre. Un appel relayé. Dans un communiqué, Céleste Lett, maire de Sarreguemines et ancien député, manifeste « son indignation contre les mesures mortifères pour notre modèle de justice de proximité, qui se dessinent dans un horizon proche ».

### « Comprendre les enjeux »

La crainte de voir disparaître les tribunaux, de les vider de leurs compétences, est réelle. « La réforme prévue plaide pour un seul et unique tribunal départemental à Metz [...] Il exhorte à présent les Mosellans à s'approprier ce sujet de première importance, d'en comprendre les enjeux en manifestant massivement leur opposition au projet de démantèlement masqué, progressif et annoncé de notre système judiciaire. »

Le maire juge indispensable de « servir les intérêts au plus près des réalités géographiques et sociales », rappelant que le ressort judiciaire du tribunal de Sar-

reguemines compte plus de 300 000 justiciables et... un CHS. « Sa seule présence, 164 lits, nécessiterait un déplacement permanent de magistrats de Metz », pour contrôler les procédures d'hospitalisation sous contrainte.

### Rapport le 15 janvier

Cet appel a également été relayé par le syndicat des mineurs CFDT du Bassin houiller, qui appelle ses membres à manifester. « De nombreuses actions en justice sont engagées par les habitants de Moselle-Est. Un nombre de justiciables serait contraint de se déplacer, d'effectuer pour certains une ou plusieurs heures de route. »

Un départ en covotourage est organisé à 8 h 45, au local de Freyming-Merlebach. La manifestation démarrera à 9 h 45, place Sibille, devant le palais de justice. Aucune audience n'aura lieu, aucune commission d'office ne sera désignée par les bâtonniers.

Cette nouvelle action s'ajoute à celles organisées depuis octobre. Les tribunaux ont été bloqués à plusieurs reprises. Les bâtonniers ont pu exprimer leurs craintes à la Chancellerie. Ils ont rédigé une lettre transmise au Conseil national des barreaux et à la Conférence des bâtonniers de France. Le temps presse. La commission chargée de plancher sur la réforme doit remettre son rapport à la garde des Sceaux le 15 janvier.

A. K.

BATONNIERS 7602033500507

Tous droits réservés à l'éditeur

[Visualiser l'article](#)

## Les avocats mettent en garde contre les « déserts judiciaires »

Plusieurs barreaux de province lancent, jeudi 11 janvier, une journée de mobilisation, craignant une réorganisation judiciaire d'ampleur qui se profile.

Tout en reconnaissant vouloir « rationaliser » la carte judiciaire actuelle, la chancellerie promet de ne fermer aucun site.



### ZOOM

les avocats entendent sensibiliser l'opinion à la réorganisation judiciaire qui se profile. / Jean-Sebastien Evrard/AFP

Après les barreaux de Savoie, de Pau, de Saint-Nazaire, ce sera aujourd'hui au tour de ceux de l'est de la France, mais aussi de Bretagne, de manifester. De Sarreguemines à Quimper en passant par Metz et Thionville, les avocats entendent sensibiliser l'opinion à la réorganisation judiciaire qui se profile. « Nous craignons que cette réforme n'éloigne davantage encore les justiciables des tribunaux et, in fine, que certains de nos concitoyens renoncent à aller en justice », met en garde Me Jérôme Gavaudan, président de la Conférence des bâtonniers.

Tous droits réservés à l'éditeur

BATONNIERS 306373725

## Mobilisation de juges et d'avocats le 15 février pour une « justice de qualité »



Les avocats se sont mobilisés le 26 janvier dernier au tribunal de Paris. - AFP

Le monde de la justice souhaite se mobiliser pour dénoncer les réformes envisagées par la Chancellerie. Des syndicats de magistrats, d'avocats et de greffiers appellent à une journée de mobilisation dans les juridictions françaises le 15 février "pour une justice de qualité" et "contre les chantiers" lancés par la Chancellerie, selon un communiqué publié vendredi.

"Nous appelons à une journée d'action le 15 février pour une justice de qualité, accessible, avec un budget, des équipements et des effectifs à la hauteur d'un Etat européen au 21<sup>e</sup> siècle", écrivent dans un communiqué commun plusieurs organisations dont l'Union syndicale des magistrats (USM, majoritaire), le Syndicat de la magistrature (SM), le Syndicat des avocats de France (SAF), la Conférence des bâtonniers, la CGT-Chancelleries et services judiciaires.

La ministre de la Justice a lancé en octobre les cinq chantiers prioritaires pour réformer la justice, qui prévoient notamment la simplification des procédures pénales et la transformation numérique. Pour les syndicats, qui critiquent depuis le départ une "consultation de pure façade", "les propositions ne tiennent aucun compte de la réalité de la justice en France".

## Mobilisation contre le projet de réforme de la justice



### MOBILISATION CONTRE LE PROJET DE RÉFORME DE LA JUSTICE MOBILISATION CONTRE LE PROJET DE RÉFORME DE LA JUSTICE

PARIS (Reuters) - Neuf syndicats de la magistrature, des avocats et des personnels judiciaires, ainsi que la Conférence des bâtonniers, appellent à une journée d'action le 15 février contre la réforme engagée par la ministre de la Justice, Nicole Belloubet.

La garde des Sceaux a rendu publiques le 15 janvier des propositions issues d'une concertation lancée en octobre et censées nourrir une loi de programmation qui sera présentée au printemps en conseil des ministres.

Union syndicale des magistrats (USM), Syndicat de la magistrature (SM), Syndicat des avocats de France (SAF), Fédération nationale des unions de jeunes avocats (Fnuja), Conférence des bâtonniers et fédérations CGT, CFDT, Unsa et FO dénoncent une consultation de "pure façade" et des propositions qui "ne tiennent aucun compte de la réalité".

## Appel à la mobilisation jeudi contre le projet de réforme de la justice



Magistrats, avocats et personnels judiciaires comptent dénoncer l'état de la justice en France jeudi prochain (image d'archives) @ JACQUES DEMARTHON / AFP

Face à une réforme de la justice jugée inadaptée, neuf syndicats de la magistrature, des avocats et des personnels judiciaires appellent à une journée d'action le 15 février prochain.

Neuf syndicats de la magistrature, des avocats et des personnels judiciaires, ainsi que la [Conférence des bâtonniers](#), appellent à une journée d'action le 15 février contre la réforme engagée par la ministre de la Justice, Nicole Belloubet.

**Une consultation de "pure façade"**. La garde des Sceaux a rendu publiques le 15 janvier des propositions issues d'une concertation lancée en octobre et censées nourrir une loi de programmation qui sera présentée au printemps en conseil des ministres. Union syndicale des magistrats (USM), Syndicat de la magistrature (SM), Syndicat des avocats de France (SAF), Fédération nationale des unions de jeunes avocats (Fnuja), [Conférence des bâtonniers](#) et fédérations CGT, CFDT, Unsa et FO dénoncent une consultation de "pure façade" et des propositions qui "ne tiennent aucun compte de la réalité".

**Une "justice française en piteux état"**. Dans un communiqué diffusé vendredi, ces organisations dressent un tableau apocalyptique d'une "justice française en piteux état", "submergée" et lente. Avec 64 euros par habitant et par an, le budget de la justice française est au 23<sup>ème</sup> rang sur 28 au sein de l'Union européenne, écrivent-elles.

## Mobilisation contre le projet de réforme de la justice

avec Reuters

Neuf syndicats de la magistrature, des avocats et des personnels judiciaires, ainsi que la [Conférence des bâtonniers](#), appellent à une journée d'action le 15 février contre la réforme engagée par la ministre de la Justice, Nicole Belloubet. La garde des Sceaux a rendu publiques le 15 janvier des propositions issues d'une concertation lancée en octobre et censées nourrir une loi de programmation qui sera présentée au printemps en conseil des ministres.

Union syndicale des magistrats (USM), Syndicat de la magistrature (SM), Syndicat des avocats de France (SAF), Fédération nationale des unions de jeunes avocats (Fnuja), [Conférence des bâtonniers](#) et fédérations CGT, CFDT, Unsa et FO dénoncent une consultation de "pure façade" et des propositions qui "ne tiennent aucun compte de la réalité". Dans un communiqué diffusé aujourd'hui, ces organisations dressent un tableau apocalyptique d'une "justice française en piteux état", "submergée" et lente.

Avec 64 euros par habitant et par an, le budget de la justice française est au 23<sup>e</sup> rang sur 28 au sein de l'Union européenne, écrivent-elles. "Les équipements informatiques sont indigents, les réseaux trop lents, les logiciels obsolètes et inadaptés", poursuivent-elles. "La France compte quatre fois moins de procureurs que la moyenne des autres pays européens, 2,5 fois moins de juges et presque deux fois moins de personnels de greffe."

Ils estiment que les objectifs du projet de réforme de la carte judiciaire sont "purement gestionnaires" et risquent de désorganiser le fonctionnement quotidien de la justice. Pour ces organisations, le projet de réforme, qui insiste notamment sur la dématérialisation des procédures et prévoit l'obligation d'être représenté par un avocat pour tout litige supérieur à 5.000 euros, risque en outre de limiter l'accès des plus modestes à la justice.

"Nous dénonçons ces projets régressifs et refusons le statu quo", concluent-elles. "Nous appelons à une journée d'action le 15 février pour une justice de qualité, accessible, avec un budget, des équipements et des effectifs à la hauteur d'un Etat européen du XXI<sup>e</sup> siècle." De leur côté, les syndicats de policiers font de l'amélioration de l'efficacité dans la répression de la délinquance une condition du succès de la future "police de sécurité du quotidien", présentée jeudi par le ministre de l'Intérieur, Gérard Collomb.

## Mobilisation contre le projet de réforme de la justice

Neuf syndicats de la magistrature, des avocats et des personnels judiciaires, ainsi que la Conférence des bâtonniers, appellent à une journée d'action le 15 février contre la réforme engagée par la ministre de la Justice, Nicole Belloubet.

PARIS (Reuters) - Neuf syndicats de la magistrature, des avocats et des personnels judiciaires, ainsi que la Conférence des bâtonniers, appellent à une journée d'action le 15 février contre la réforme engagée par la ministre de la Justice, Nicole Belloubet.

La garde des Sceaux a rendu publiques le 15 janvier des propositions issues d'une concertation lancée en octobre et censées nourrir une loi de programmation qui sera présentée au printemps en conseil des ministres.

Union syndicale des magistrats (USM), Syndicat de la magistrature (SM), Syndicat des avocats de France (SAF), Fédération nationale des unions de jeunes avocats (Fruja), Conférence des bâtonniers et fédérations CGT, CFDT, Unsa et FO dénoncent une consultation de "pure façade" et des propositions qui "ne tiennent aucun compte de la réalité".

Dans un communiqué diffusé vendredi, ces organisations dressent un tableau apocalyptique d'une "justice française en piteux état", "submergée" et lente.

Avec 64 euros par habitant et par an, le budget de la justice française est au 23e rang sur 28 au sein de l'Union européenne, écrivent-elles.

"Les équipements informatiques sont indigents, les réseaux trop lents, les logiciels obsolètes et inadaptés", poursuivent-elles. "La France compte quatre fois moins de procureurs que la moyenne des autres pays européens, 2,5 fois moins de juges et presque deux fois moins de personnels de greffe."

Ils estiment que les objectifs du projet de réforme de la carte judiciaire sont "purement gestionnaires" et risquent de désorganiser le fonctionnement quotidien de la justice.

Pour ces organisations, le projet de réforme, qui insiste notamment sur la dématérialisation des procédures et prévoit l'obligation d'être représenté par un avocat pour tout litige supérieur à 5.000 euros, risque en outre de limiter l'accès des plus modestes à la justice.

"Nous dénonçons ces projets régressifs et refusons le statu quo", concluent-elles. "Nous appelons à une journée d'action le 15 février pour une justice de qualité, accessible, avec un budget, des équipements et des effectifs à la hauteur d'un Etat européen du XXIe siècle."

De leur côté, les syndicats de policiers font de l'amélioration de l'efficacité dans la répression de la délinquance une condition du succès de la future "police de sécurité du quotidien", présentée jeudi par le ministre de l'Intérieur, Gérard Collomb.



MONTBÉLIARD Justice

## Le tribunal risque-t-il de disparaître ?



La justice doit être « plus proche des citoyens » estime la ministre de la Justice. Sauf qu'en créant un tribunal départemental à Besançon, elle s'éloigne du justiciable de l'agglomération. Archives ER

Obsèques Infocale Entreprises Étudiant La Place    

Communes  Météo

**ouest france** 

Actualité **Le Journal** Régions Communes Sport Loisirs

 **1€** **1&1** **Votre adresse email** Offrez-vous un email personnel pour seulement 1€ (1,20 € TTC)!

**En ce moment** Nordahl Lelandais | Syrie | SNCF | Météo | Lactalis

ACCUEIL / SOCIÉTÉ / JUSTICE

Recevez gratuitement notre newsletter **La Matinale**  
Chaque matin, l'essentiel de l'actualité

**Je m'inscris !**

## Mobilisation des avocats contre la réforme de la carte judiciaire

Modifié le 14/12/2017 à 17:16 | Publié le 14/12/2017 à 17:16 -  0  Écouter



RTL 00   MINT 

**RTL INFO** ACTU SPORT PEOPLE & BUZZ VOUS VIDÉOS

Annnonce fermée par **Bloquer l'annonce** Pourquoi ce

 > ACTU > MONDE > INTERNATIONAL

## Des centaines d'avocats mobilisés contre la réforme de la carte judiciaire

AFP, publié le 14 décembre 2017 à 15h39 | 



20 L'Espresso | Lire le Journal de mardi 22 mars | Recherche de... | Abonnements

Actualités | Livres | Sport | Entertainment | Economie | Planète | High-Tech | By the Way | F&S | T | Web | En Image

Société | Fête | Santé | Politique | Monde | Justice | Santé | Fête | Off

EN 12 minutes | Nicolas Sarkozy | Grève à la SNCF | Violences sexuelles et sexistes | Meurtre de Sophie Lemaire

E BLANC MESNIL | GRANDE OUVERTURE CE WEEK-END | PROMOGIF

BÉNÉFICIEZ DES PRIX DE LANCEMENT + FRAIS DE NOTAIRE OFFERTS | Pour les 10 premiers réservataires

Une promotion non-F en plus pour la ville | DÉCOUVREZ

articles | actualités

## Grève des avocats: Journée «justice morte» dans les tribunaux

EN COLENE Mieux que le Conseil national des barreaux, les avocats protestent dans toute la France contre le loi de programmation de la justice...

20 minutes avec AFP | Publié le 21/03/18 à 12h21 | Mis à jour le 21/03/18 à 12h21

14 | 391 | Facebook | Twitter | LinkedIn | RSS

Les tribunaux français tournent au ralenti le mercredi. Les avocats ont observé une journée « justice morte » pour protester contre le projet de loi de programmation pour la justice, qui doit être présenté le même jour au conseil d'Etat.

**Gautier Lecardennel** (@gautierlec) | Action d'une centaine d'avocats à Amiens. Défilé de gerbes devant le palais et le tribunal d'instance. #justicevive

11:04 · 21 mars 2018

0 | 0 personnes ont aimé ce post

Sur son site, le Conseil national des barreaux (CNB) annonce plusieurs dizaines d'actions ponctuelles pour cette opération « justice morte » : grèves collectives, rassemblements devant les palais de justice, journées « justice morte » avec grève totale des audiences durant parties, comme à Orléans, jusqu'au 20 mars, plusieurs journées de mobilisation à l'échelon national.

**Mobilité de départ judiciaire**  
La mobilisation a pris dans toute la France. A Paris, les avocats observent une « grève totale des audiences », à l'exception du procès d'un mine infanticide, qui a débüté lundi. A Lyon, l'action « Justice Morte » a rassemblé vers 8 heures plus de 300 avocats sur les marches de la cour d'appel. Le barreau de Lille a voté la grève générale à l'unanimité, selon le site de la Direction Départementale de la Justice, plus de 300 avocats se sont réunis mercredi matin sur les marches du Palais de justice, malgré le neige. Toutes les audiences étaient suspendues, selon Mlle Delphine Misson, vice-présidente de l'Union des barreaux.

**À LIRE AUCI**

- Langage juridique ancien. Les avocats ont observé une journée « justice morte » pour protester contre le projet de loi de programmation pour la justice.
- AVOCATS | MOBILISÉS. 20000 avocats de France ont observé une journée « justice morte » pour protester contre le projet de loi de programmation pour la justice.
- AVOCATS | MOBILISÉS. 20000 avocats de France ont observé une journée « justice morte » pour protester contre le projet de loi de programmation pour la justice.

Renault CLIO LIMITED | 129 € | 4 ans de garantie

À LIRE AUCI | Diverses perspectives | Plus de 3000 bornes gratuits à découvrir

Votre mobilisation et notre union sont essentiels pour faire entendre la voix des ordres et des avocats.

**Nous devons poursuivre notre action.**



**#JUSTICEMORTE**

RESTONS MOBILISÉ(E)S !